



Lettre de l'Observatoire des métiers académiques de la science politique

N°5 / novembre 2007

Le développement des sciences politiques française et britannique : une comparaison de la *Revue Française de Science Politique* et de *Political Studies* 1951-2002¹.

Par Thibaud Boncourt

Université de Bordeaux, Sciences Po Bordeaux

CNRS, SPIRIT Science Politique, Relations Internationales, Territoire

thib.boncourt@free.fr

Introduction

L'objet de la présente étude est d'analyser le développement historique des sciences politiques française et britannique à travers la comparaison de deux revues sur une période d'un demi-siècle (1951-2002). La *Revue Française de Science Politique* (RFSP) et *Political Studies* (PS) ont été respectivement sélectionnées comme vitrines des cas français et britannique. Les deux revues ont en effet suffisamment de points communs pour que leur comparaison soit fructueuse : outre une position similaire dans leur champ respectif – l'une est publiée par l'Association Française de Science Politique (AFSP), l'autre par la Political Studies Association (PSA)² – elles ont été créées à la même époque (1951 pour la RFSP, 1953 pour PS) et ont toutes deux progressivement évolué d'un fonctionnement informel à une organisation structurée de revues à comité de lecture (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006 ; J.-L. Parodi, entretien, 21 juin 2006). La proximité des deux revues ne saurait cependant masquer les fossés qui, au cours du temps, se sont creusés entre leurs environnements respectifs. Ainsi, alors que la RFSP est restée la revue la plus prestigieuse côté français, dans un marché éditorial encore relativement peu concurrentiel, PS a perdu sa position dominante au profit du *British Journal of Political Science* (BJPS) et a dû faire face à une multiplication des revues spécialisées, créées pour répondre à la demande d'auteurs de plus en plus poussés à la publication par les mécanismes d'évaluation (L. Blondiaux, entretien, 26 juin 2006 ; J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006 ; P. Le Galès, entretien, 11 juillet 2006 ; M. Moran, entretien, 22 mai 2006). Ces différences soulignent l'importance du contexte dans l'analyse des données : il est impossible de faire sens du contenu d'une revue sans prendre en compte une multitude de facteurs, allant des influences externes qu'elle subit à son fonctionnement interne. Pour se prémunir d'interprétations hâtives, on choisit donc de combiner les données brutes et quantitatives extraites des revues à une série d'entretiens – notamment auprès d'anciens directeurs de PS et de la RFSP³ et de membres « seniors » de la discipline – ainsi qu'à une revue de la littérature disponible.

L'histoire de la science politique en France et au Royaume-Uni : les travaux antérieurs.

On peut, en référence au cadre comparatif défini par Stein (1995), identifier trois phases dans l'institutionnalisation des sciences politiques française et britannique : la légitimation, l'institutionnalisation complète, et l'adaptation⁴. La première, qui s'étend du XIX^e au milieu du XX^e siècle, se caractérise par « une lutte pour [...] la légitimité disciplinaire et un début d'institutionnalisation » (Stein, 1995 : 170, notre traduction). Elle se traduit, dans le cas français, par la création de l'Ecole Libre des Sciences Politiques en 1871, après une série de tentatives

avortées (Charle, 1991 : 105 ; Favre, 1989 : 32). Cette assise institutionnelle contraste avec des incertitudes épistémologiques. Face à la nécessité d'attirer un nombre suffisant d'étudiants, le projet initial a en effet dû être modifié : l'institution qui, selon les aspirations de son fondateur Emile Boutmy, devait être dédiée à l'étude scientifique du politique (Favre, 1989 : 44), a progressivement tourné sa vocation vers la formation d'élites et la préparation aux concours de la fonction publique (Damamme, 1987 : 31-2 ; Favre, 1981b : 453-54 ; 1989 : 37-41). Un quart de siècle plus tard, en 1895, l'histoire s'est répétée Outre-manche : les Webb, créateurs d'une London School of Economics and Political Science (LSE) modelée sur l'Ecole Libre, n'ont pu mener à bien leur projet scientifique, faute d'enseignants suffisamment autonomes de leurs disciplines d'origine (Hayward, 1991a : 94 ; Stein, 1995 : 177). On touche là au problème majeur des sciences politiques de l'époque qui, en dépit de ces premières formes d'institutionnalisation, doivent lutter pour leur autonomie au coeur d'une « constellation de disciplines » (Leca, 1982 : 658 ; Stein, 1995 : 179) plus solidement ancrées – en particulier le droit et la sociologie côté français (Favre, 1989 : 114-44 ; Leca, 1991 : 153-54), et l'histoire et la philosophie côté britannique (Collini *et al.*, 1983 : 236-46 ; Hayward, 1991b : 303-5 ; 1999 : 5-7). A l'aune de la seconde phase définie par Stein, cette lutte n'est toujours pas terminée⁵.

La phase d' « institutionnalisation complète » voit le « développement d'un « noyau » de politistes professionnels employés à plein temps, de départements et structures universitaires autonomes, d'associations professionnelles et de revues » (Stein, 1995 : 170, notre traduction). Si les premières manifestations du phénomène sont observables dès le début du XX^e siècle – la première chaire britannique de science politique étant par exemple créée dès 1912 à Oxford – ce n'est qu'à partir des années 1950 que le phénomène s'intensifie, à la suite de la création de l'AFSP (1949) et de la PSA (1951). Au Royaume-Uni, sous l'impulsion financière du Social Science Research Council, les effectifs en étudiants, enseignants, et publications explosent (Hayward, 1991b : 316). En France, plusieurs institutions d'importance apparaissent : l'Ecole Libre fait place au binôme FNSP – IEP de Paris, et six des IEP provinciaux sont fondés (Aix, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Strasbourg et Toulouse) (Charle, 1991 ; Favre, 1981a : 105-7 ; 1985 : 37-9). Ces derniers sont emblématiques de la dynamique de décentralisation qui accompagne la hausse des effectifs des deux côtés de la Manche et voit Oxbridge, Londres et Paris perdre le monopole de l'enseignement en science politique (Barry, 1999 : 434 ; Blondiaux et Deloye, 2007 : 1-4 ; Clark, 1972 : 710). La dispersion n'est d'ailleurs pas seulement géographique : au niveau intellectuel, leur nombre grandissant permet aux politistes de commencer à se spécialiser (Barry, 1999 : 446-7 ; Clark, 1972 : 709 ; Favre, 1996 : 237), dans un développement qui n'est pas sans conséquences sur les incertitudes épistémologiques de la science politique : comme souligné par Leca côté français, « l'organisation matérielle de la discipline n'a pas évolué de la même manière que les représentations qui, dans le champ intellectuel, constituaient cette discipline [...]. Matériellement, la collectivité a évolué vers une identité croissante ; symboliquement, l'objet a évolué vers l'ubiquité et la dilution » (Leca, 1982 : 657-8). Côté britannique, la nature et la scientificité même des études politiques sont toujours objets de controverses (Hayward, 1999 : 318).

C'est dans l'optique de lever ces incertitudes que la troisième phase, celle de « l'adaptation », comporte deux volets. L'ajustement doit se faire vis-à-vis de la société d'une part : on cherche à lever les controverses en défendant la pertinence de la discipline pour l'analyse politique et l'action publique (Stein, 1995 : 170). Ces tentatives se sont cependant soldées par des échecs des deux côtés de la Manche. Au Royaume-Uni, l'échec de la discipline à se faire prendre au sérieux a provoqué une crise de confiance exacerbée par un manque d'accès aux données officielles et par une réduction de ses financements (Hayward, 1991b : 318-21). En France, les politistes, pourtant consacrés par une agrégation qui leur est désormais propre (Millet, 2001), semblent avoir échoué à acquérir une légitimité dans l'analyse des événements politiques, aussi bien auprès des commentateurs que des acteurs de la vie publique (Favre, 1996 : 234-5). Outre cette légitimité sociale, la discipline cherche également une reconnaissance auprès de ses homologues étrangères :

la tendance au repli sur soi du milieu du XX^e siècle fait progressivement place à de premiers signes d'internationalisation. Mais le succès n'est, là encore, pas évident : côté français, Pierre Favre dénonce une « discipline asséchée par le franco-centrisme » pour des raisons liées à une maîtrise insuffisante de l'anglais et un caractère trop local des objets (Favre, 1996 : 233-34) ; côté britannique, Brian Barry pointe les difficultés d'une science politique britannique coincée entre les pôles américain et européen (Barry, 1999 : 443-67).

Se dessinent donc trois phases plus ou moins entremêlées : une phase de légitimation, pendant laquelle la science politique cherche à créer ses premiers bastions face à la réticence d'autres disciplines ; une phase d'institutionnalisation, pendant laquelle est atteint le poids critique qui entraîne sa division géographique et intellectuelle ; et une phase de consolidation, qui voit les sciences politiques nationales chercher une reconnaissance sociale et internationale. Dans ce cadre comparatif, il est clair que la recherche s'est, jusqu'à présent, largement concentrée sur la première phase. Les ouvrages exhaustifs qui lui sont consacrés (Collini *et al.*, 1983 ; Favre, 1989) contrastent singulièrement avec l'apport plus incrémental des articles dédiés aux deux autres phases (par exemple : Favre, 1981a, 1985 ; Millet, 2001 ; Hayward, 1991a, b, 1999)⁶. C'est sur ces dernières que nous nous concentrerons ici, même si les données nous permettront également quelques remarques sur la première période.

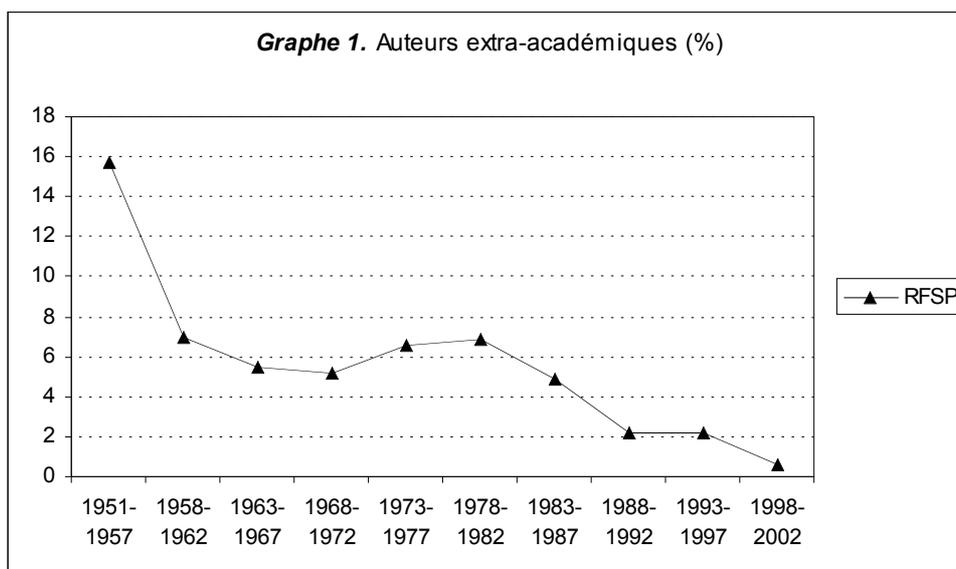
Corpus et méthodologie.

Notre base de données rassemble tous les articles publiés dans PS et dans la RFSP entre 1951 et 2002, à l'exclusion – classique dans les travaux sur les revues⁷ – des éditoriaux, notes de recherches et comptes-rendus d'ouvrages. 2,984 articles – 1,347 d'entre eux provenant de PS, 1,637 de la RFSP – et 3,498 auteurs⁸ – 1,611 de PS, 1,887 de la RFSP – sont ainsi recensés. De cette base ont été extraits deux types d'informations. Les données sur les auteurs, d'une part, permettent d'esquisser la structure de la communauté des politistes sur la période (Gottraux *et al.*, 2000 : 365). Ont ainsi été compilées la localisation géographique des auteurs, leur organisation d'appartenance et (lorsque cela était possible) leur statut professionnel et leurs origines disciplinaires. Les informations sur le contenu des articles, d'autre part, permettent d'appréhender l'organisation intellectuelle de la science politique (Gottraux *et al.*, 2000 : 301). Elles comportent trois variables : la « sous-discipline » dans laquelle s'inscrit la recherche étudiée (sociologie politique ; institutions ; administration et politiques publiques ; relations internationales ; philosophie politique et histoire des idées⁹), les méthodes utilisées (qualitatives ou quantitatives¹⁰ ; comparatives ou non) et le pays étudié.

Une fois collectées, les données ont ensuite été découpées en dix périodes de cinq ans, formalisées en une série de graphiques¹¹, puis interprétées dans le cadre des trois phases définies plus haut.

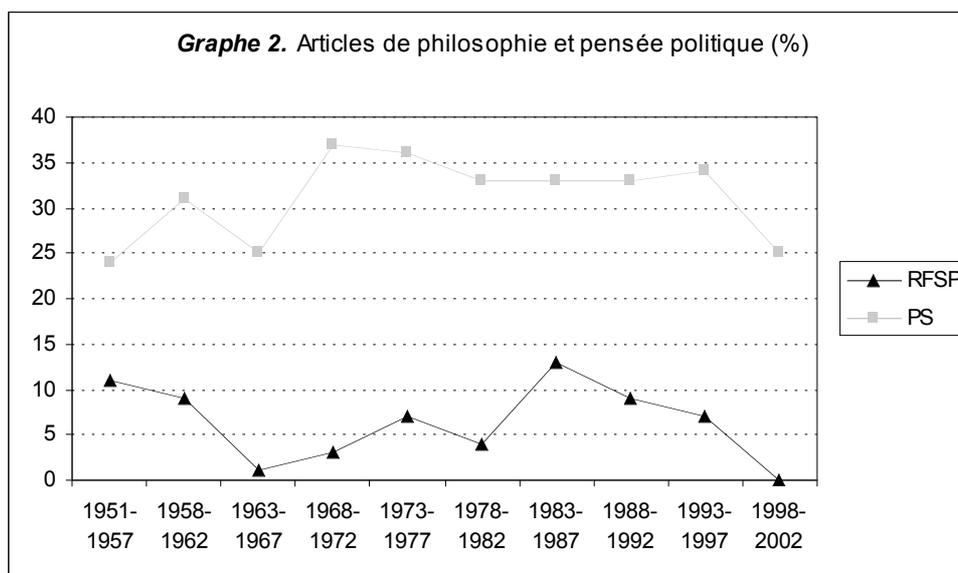
Une première phase qui s'éternise : le processus de légitimation.

L'analyse des données révèle une science politique des années 1950 en mal de légitimité : elle ne semble être autonome ni des commentateurs et acteurs de la vie politique, ni des autres disciplines. Le cas français est particulièrement emblématique de l'ambiguïté des rapports de la discipline de l'époque au reste de la société : entre 1951 et 1957, 16 % des auteurs publiés dans la RFSP n'appartiennent pas au monde académique (Graphe 1). Cette statistique est symptomatique de la perméabilité d'un champ encore peu structuré par de forts critères de scientificité : les articles de l'époque restent avant tout des « textes astucieux », plus marqués par des commentaires impressionnistes que par un cortège de références théoriques (J.-L. Parodi, entretien, 21 juin 2006). Les études politiques françaises des années 1950 ont ainsi, à l'image de leur revue phare, un statut « intermédiaire » à mi-chemin entre une discipline scientifique en devenir et une part de la culture générale du « citoyen éclairé »¹² (J. Leca, entretien, 25 juin 2006).



La situation est sensiblement différente côté britannique : contrairement au cas français, la quasi-totalité des auteurs publiés par *Political Studies* sont rattachés à une université, et leurs analyses écartent tout commentaire impressionniste pour se rapprocher du canon de l'article scientifique contemporain. Ce contraste s'explique par une différence dans la structure du marché éditorial. En effet, si PS n'acquiert pas un rôle « intermédiaire » similaire à celui de la RFSP, c'est que cette position est, lors de l'apparition de PS, déjà occupée par le bien implanté *Political Quarterly*, publié depuis 1930 (McRae, 1967 : 276). C'est ainsi la nécessité de se démarquer par rapport à cette revue concurrente qui pousse PS vers un niveau supérieur d'ésotérisme (Lengyel, 1967 : 165 ; McRae, 1967 : 277).

L'influence d'autres disciplines s'est révélée impossible à quantifier, par manque de données sur les origines intellectuelles des auteurs. Seuls quelques « grands noms », publiés dans les premiers volumes des deux revues, sont identifiables et permettent d'entrevoir le caractère composite des premières communautés de « politistes » : parmi les 33 auteurs publiés en 1951 par la *Revue Française*, on compte pas moins de 13 juristes, 2 géographes, 2 sociologues et un historien¹³ ; des 15 auteurs du premier volume de *Political Studies* (1953), 5 sont historiens des idées, 3 sont philosophes, et un est économiste¹⁴. Si aucune conclusion ne peut être tirée de ces chiffres purement indicatifs, il n'est pas surprenant de constater une forte présence du droit et de la philosophie, respectivement en France et au Royaume-Uni. Dans le cas de la RFSP, la publication de sociologues et de géographes n'est pas non plus surprenante : l'influence de la sociologie et de ses méthodes sur le développement de la science politique française a maintes fois été soulignée (Favre, 1989 : 141-4 ; 1996 : 237 ; Legavre, 2004 : 155-6), et celle de la géographie est à mettre en relation avec l'érection en œuvre fondatrice du « Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République » de Siegfried au cours des années d'après-guerre (Favre, 1985 : 32 ; 1989 : 236-54 ; Blondiaux et Veitl, 1999 : 4-13). Dans le cas de PS, le poids considérable de la philosophie est corroboré par des données plus solides : près d'un quart des articles publiés dans les cinq premiers volumes de la revue est en effet dédié à la philosophie politique et à l'histoire des idées (Graphe 2).



Pour perméable que soit donc la science politique des années 1950 aux influences extérieures, les données semblent indiquer une progressive autonomisation de la discipline, et ce des deux côtés de la Manche. Les « extra-académiques » disparaissent petit à petit de la RFSP (Graphe 1), l'« amateurisme » des auteurs fait place à de rigoureux standards scientifiques (J. Leca, entretien, 25 juin 2006 ; J.-L. Parodi, entretien, 21 juin 2006), et les auteurs en provenance d'autres disciplines reculent au profit des politistes de formation (P. Favre, entretien, 5 mai 2006)¹⁵. En somme, seule une de nos données pointe dans la direction opposée à une plus grande autonomie pour la discipline : une forte proportion d'articles de philosophie et pensée politique se maintient dans PS sur l'ensemble de la période. Cependant, cette statistique n'est d'après nous pas symptomatique de la persistance d'une emprise philosophique sur la science politique britannique : l'explication au phénomène est plutôt à rechercher dans la mécanique de dépendance au sentier associée au fonctionnement d'une revue. Un périodique comme PS fonctionne en effet sur la base d'articles spontanément proposés par leurs auteurs et ne peut, dès lors, publier que ce qu'il reçoit. Le contenu de ce flux spontané est déterminé par une série de facteurs tenant à l'image de la revue. Dans le cas de PS, cette image a été fixée très tôt : dans le contexte de la discipline des années 1950, investie par les philosophes, la revue a reçu quantité d'articles dédiés à l'histoire des idées. Il a donc progressivement été accolé à la revue généraliste qu'est *Political Studies* l'image d'un périodique spécialisé dans les papiers de qualité en pensée politique. En dépit du recul de l'influence des philosophes sur la science politique, le flux spontané est donc resté majoritairement – et disproportionnellement – composé d'articles dédiés aux Hume, Machiavel et autres Rawls (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006 ; P.J. Kelly, entretien, 24 mai 2006 ; M. Moran, entretien, 22 mai 2006). Il n'est donc pas déraisonnable de conclure que la science politique a progressivement acquis une certaine légitimité et autonomie vis-à-vis des influences extérieures – qu'elles soient disciplinaires ou sociales – et ce sur les deux rives de la Manche.

Une seconde phase en développement : les dynamiques de différenciation.

Les données sont ici plus abondantes que celles de la première phase, et nous permettent d'aborder à la fois les questions de décentralisation (différenciation institutionnelle) et de spécialisation (différenciation intellectuelle).

L'étude de l'origine géographique des auteurs montre clairement l'existence d'une dynamique de décentralisation dans les deux pays étudiés, avec toutefois une nette différence d'intensité. La science politique britannique n'a, au regard du Tableau 1, jamais été fortement centralisée : si Oxford, Manchester et Londres ont un poids certain dans les années 1950 – ils fournissent à eux trois 55 % des auteurs de PS entre 1953 et 1957 – leur domination s'estompe très vite – dix ans plus

tard, seuls 24 % des auteurs y sont basés. Leur rôle historique dans le développement de la discipline – la LSE des Webb et le Nuffield College de Cole étant respectivement fondés à Londres et à Oxford, et l’université de Manchester ayant développé un fort département de science politique sous l’impulsion de W.J.M. Mackenzie – ne semble donc pas leur avoir valu une position privilégiée : ils doivent, comme n’importe quelle autre ville ou institution, lutter pour conserver leur rang (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006). La croissance quantitative de la discipline a en effet conduit à la création sur tout le territoire de nouveaux départements de science politique, pour certains suffisamment dynamiques pour concurrencer les « anciens » après seulement quelques années d’activité. Le cas de l’université d’Essex – 6 % des auteurs publiés dans PS au cours des dix dernières années de l’échantillon – est ici emblématique : créée dans les années 1960, elle devient rapidement un centre d’impulsion pour la science politique britannique en créant notamment, sous l’impulsion de Jean Blondel, le *British Journal of Political Science* (BJPS) et le European Consortium for Political Research (ECPR) (Budge, 2006 : 318-9).

Tableau 1. Origine géographique des auteurs de PS

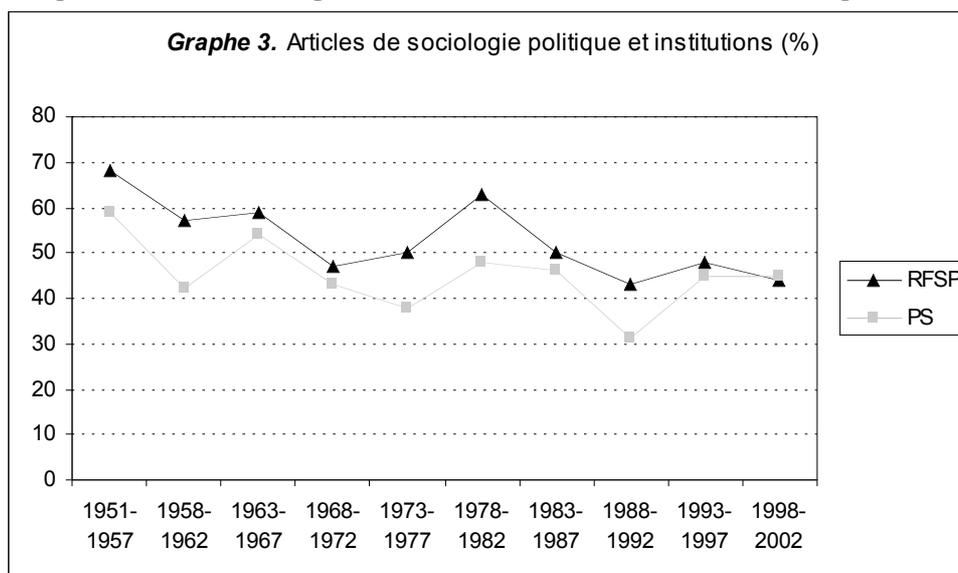
	1951- 1957	1958- 1962	1963- 1967	1968- 1972	1973- 1977	1978- 1982	1983- 1987	1988- 1992	1993- 1997	1998- 2002
Londres	5	13	4	12	8	7	5	8	10	7
Manchester	19	8	9	0	2	4	6	3	3	2
Oxford	31	25	11	10	4	8	4	5	7	6
Essex	0	0	4	2	6	4	2	1	6	7
Reste du R-U	32	20	47	48	49	49	44	37	40	43
France	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0
Reste de l'Europe	5	0	4	0	6	4	5	6	5	10
Etats-Unis	3	20	7	15	15	16	22	17	16	12
Reste du monde	5	15	15	14	11	8	12	18	13	13

La situation est très différente pour la science politique française, dès le départ beaucoup plus centralisée : il faut attendre les années 1990 pour voir la proportion d’auteurs parisiens tomber sous la barre symbolique des 50 %. Comme le montre le Tableau 2, un pic de 86 % est même atteint entre 1968 et 1972. Pour indéniable que soit le centralisme révélé par ces chiffres, une nuance doit toutefois être apportée par un rappel de l’histoire de la RFSP. En 1963-64 en effet, Georges Lavau, alors directeur de la Revue, instaure deux rubriques – « conflits internationaux » et « forces politiques »¹⁶ – dont le mode de fonctionnement rompt avec le flux spontané habituel : les articles sont ici explicitement commandés aux centres de recherche de la Fondation, CERI et CEVIPOF. Il est donc cohérent que la proportion d’articles « parisiens » soit plus élevée entre 1963 et 1974 – année de la disparition des rubriques – que sur d’autres périodes. Mais si cette distorsion incite à la prudence dans l’interprétation des données, elle ne permet pas pour autant de nier la suprématie de Paris sur la science politique de l’époque (J.-L. Parodi, entretien, 21 juin 2006). Suprématie qui, dans une certaine mesure, persiste aujourd’hui : si les proportions sont moins spectaculaires, Paris continue de fournir plus d’un tiers des articles publiés entre 1998 et 2002. La chute de la proportion d’articles parisiens de plus de 80 à moins de 40 % du contenu de la *Revue* reste néanmoins symptomatique du développement de la science politique en Province, et particulièrement dans les IEP.

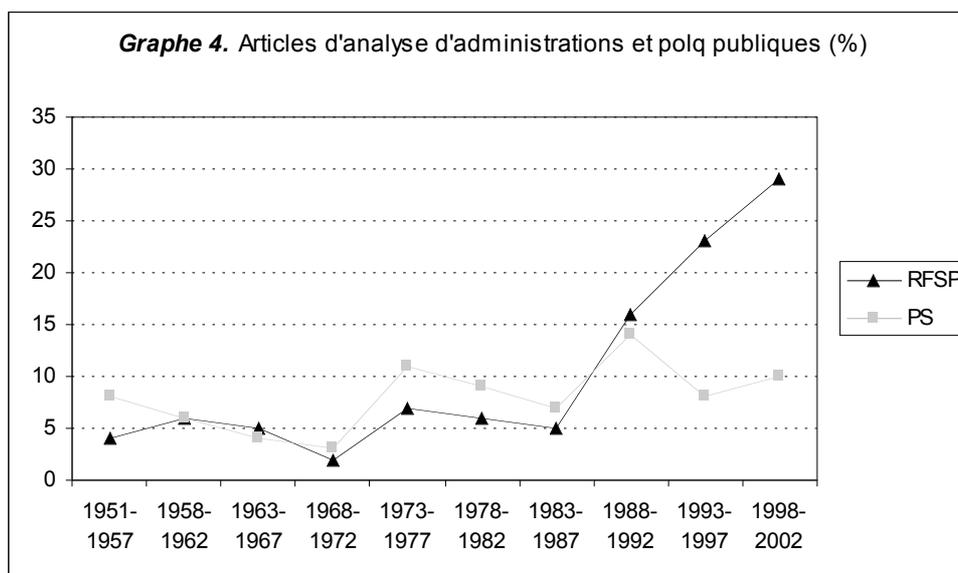
Tableau 2. Origine géographique des auteurs de la RFSP

	1951- 1957	1958- 1962	1963- 1967	1968- 1972	1973- 1977	1978- 1982	1983- 1987	1988- 1992	1993- 1997	1998- 2002
Paris	50	63	76	86	70	62	63	53	46	38
Reste de la France	18	19	15	10	18	30	23	27	25	28
Royaume-Uni	10	3	1	1	0	2	1	3	7	5
Reste de l'Europe	10	7	4	1	4	4	6	4	9	13
Etats-Unis	6	8	3	2	4	1	3	7	3	11
Reste du monde	5	1	2	1	5	1	5	7	9	6

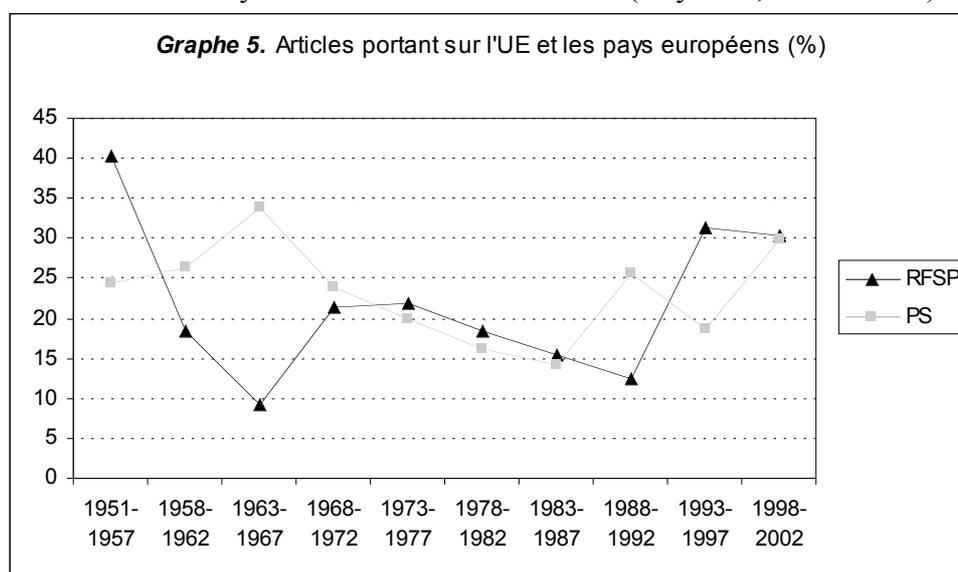
Les données pointent également l'existence d'une différenciation intellectuelle. Ce qui constituait le « noyau dur » des deux revues (sociologie politique et institutions) a en effet progressivement décliné pour faire place à d'autres sous-disciplines. L'évolution est parallèle dans les deux revues : la proportion tombe progressivement d'environ 60 à 45 % en 50 ans (Graphe 3). Deux différences doivent cependant être notées. La première est une différence d'intensité : sur l'ensemble de la période, les proportions sont globalement moins élevées dans PS que dans la RFSP. L'indice est faible, mais suggère que la différenciation intellectuelle serait, comme sur le plan institutionnel, plus précoce et prononcée au Royaume-Uni qu'en France. La seconde différence tient à la structure du phénomène : le déclin du « noyau dur » n'a pas toujours fait place aux mêmes sous-disciplines dans PS et la RFSP, comme l'étude de trois d'entre elles – les analyses d'administration et politiques publiques, les études européennes et les relations internationales – permet de l'illustrer.



L'analyse des politiques publiques est un premier exemple de décalage entre les deux revues : assez faible dans PS sur l'ensemble de la période, elle entre dans une phase de croissance exponentielle dans la RFSP des dix dernières années de notre corpus (Graphe 4). Côté RFSP, la hausse peut être interprétée comme la conséquence du développement de la sous-discipline dans la science politique française (P. Favre, entretien, 5 mai 2006). Côté britannique, l'absence de hausse significative serait plus imputable à la structure du marché éditorial qu'à celle de la science politique britannique. Dans cette perspective, le regain d'intérêt pour les *public policy studies* dans la discipline se manifesterait par une multiplication des périodiques spécialisés dans le domaine plutôt que par une hausse des propositions d'articles à la revue généraliste de la PSA (M. Moran, entretien, 22 mai 2006).

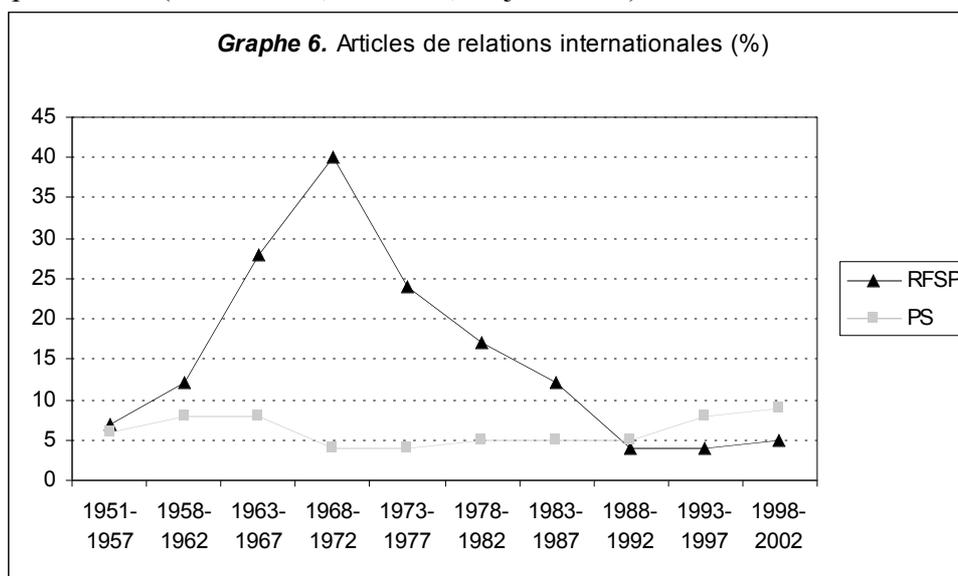


Le cas des études européennes pose moins de problèmes d'interprétation. Alors que les articles dédiés à l'Union Européenne et à ses pays¹⁷ ne représentent que 10 % du contenu des deux revues dans les années 1980, ils comptent pour près d'un tiers de PS et de la RFSP sur la période 1998 – 2002 (Graphe 5). Cette percée des articles européens est à mettre en relation avec une certaine européanisation de la discipline : à la suite de la signature de l'Acte Unique puis du Traité de Maastricht, les enseignements et les recherches portant sur la construction européenne ont en effet eu le vent en poupe (M. Moran, entretien, 22 mai 2006). D'une manière générale, les fluctuations des articles « européens » semblent suivre celles de la construction européenne : la présence particulièrement forte de ces articles dans la PS du début des années 1960 est ainsi à mettre en relation avec l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté (Hayward, 1991b : 314).



Le cas des relations internationales, enfin, est remarquable par l'ampleur des divergences entre les deux courbes (Graphe 6). Alors que la proportion d'articles dédiés aux RI n'excède jamais 10 % du contenu de PS, elle fluctue en effet entre 10 et 40 % de celui de la RFSP. Côté britannique, la stagnation s'explique par l'érection précoce du domaine en une discipline autonome : au Royaume-Uni, seules cinq années séparent la création de la première chaire de « international politics » (1919, à Aberystwyth) de celle de science politique (cf. *supra*). Des revues de relations internationales ont donc très tôt vu le jour – *International affairs* apparaissant, par exemple, dès 1922 – et ont logiquement été privilégiées par les internationalistes au détriment de PS. C'est ainsi naturellement que l'autonomisation des RI britanniques atteint son point d'orgue en 1975, avec la création de la British International Studies Association (BISA)¹⁸. En France, ces tendances à l'émancipation

existent, mais elles sont à la fois plus tardives et moins intenses : les revues francophones de relations internationales sont de création récente – *Critique internationale*, *Cultures et conflits* ou encore *Questions internationales* datent des années 1990 ou 2000 – et la branche ne dispose, à défaut d’une association autonome, que d’une jeune « section » de l’AFSP, apparue en 1996 (Groom, 2005 : 168-71). Le caractère tardif et inachevé de cette autonomisation, associé au système de « rubriques » détaillé plus haut, permet d’expliquer la forte densité d’articles de relations internationales dans la RFSP des années 1960-70, puis sa chute : lorsque la *Revue* a explicitement cessé de commander des articles au CERI dans le cadre de la rubrique « conflits internationaux », les chercheurs du centre ont progressivement quitté la RFSP pour proposer leurs articles à des revues plus spécialisées (J.-L. Parodi, entretien, 21 juin 2006).



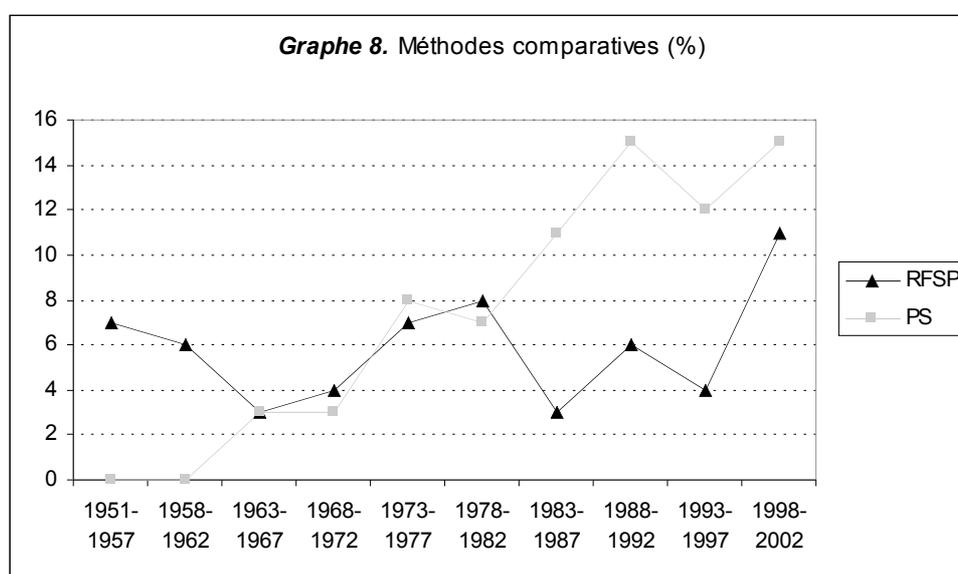
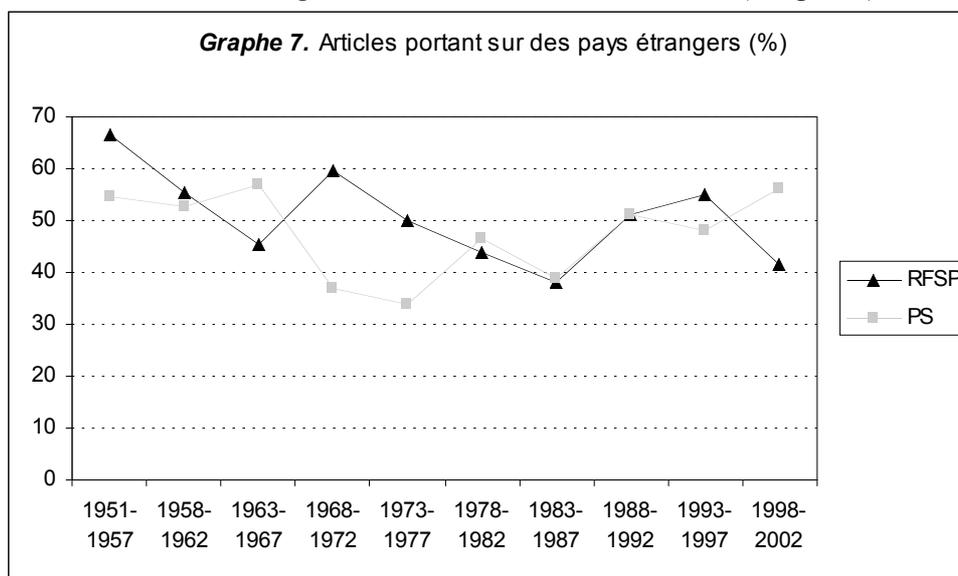
Comme au niveau institutionnel, la différenciation semble donc être plus prononcée côté britannique que côté français. Combiné à nos remarques antérieures sur la légitimation de la discipline, ce constat nous conduit à deux conclusions préliminaires. La première s’inspire des analyses de Barry pour placer les sciences politiques française et britanniques plus près respectivement des pôles de la « spécialisation » et de la « fragmentation »¹⁹. La seconde consiste à souligner l’influence – entre autres facteurs – de la culture politique sur l’organisation de la science qui l’étudie : c’est ici, d’une certaine façon, la « République Une et Indivisible » à la française qui contraste avec le pluralisme britannique (Hayward, 1991b : 320 ; entretien, 18 mai 2006). Un lien à la culture nationale qui entre sans aucun doute en conflit avec la rhétorique d’homogénéité, de standardisation et d’universalisation souvent associée à celle d’internationalisation (Schulte Fishedick et Shinn, 1993 : 117).

L’amorce d’une troisième phase : l’internationalisation.

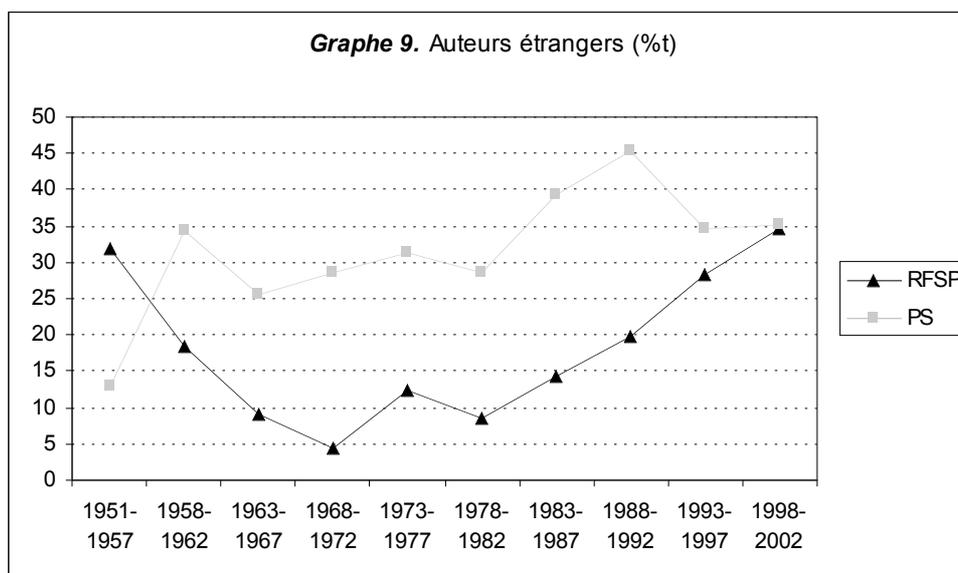
Comme souligné par Billordo (2005 : 185, notre traduction), « la science politique française s’est récemment préoccupée de l’internationalisation de la discipline ». Part de cette dynamique, la RFSP s’est ainsi engagée sur la voie de l’ouverture internationale, aussi bien au niveau de ses auteurs que de son comité éditorial ou de son lectorat²⁰ (J.-L. Parodi, entretien, 21 juin 2006). L’ambition est la même Outre-manche, où PS se veut une « vitrine pour la science politique de qualité produite au Royaume-Uni et dans le reste du monde » (P.J. Kelly, entretien, 24 mai 2006, notre traduction).

Déterminer si ces aspirations ont porté leurs fruits n’est pas chose aisée. Du point de vue du contenu des revues, les terrains restent assez largement français dans la RFSP et britanniques dans PS, sans qu’une tendance claire ne se dégage sur la période (Graphe 7). Les courbes suivent une évolution

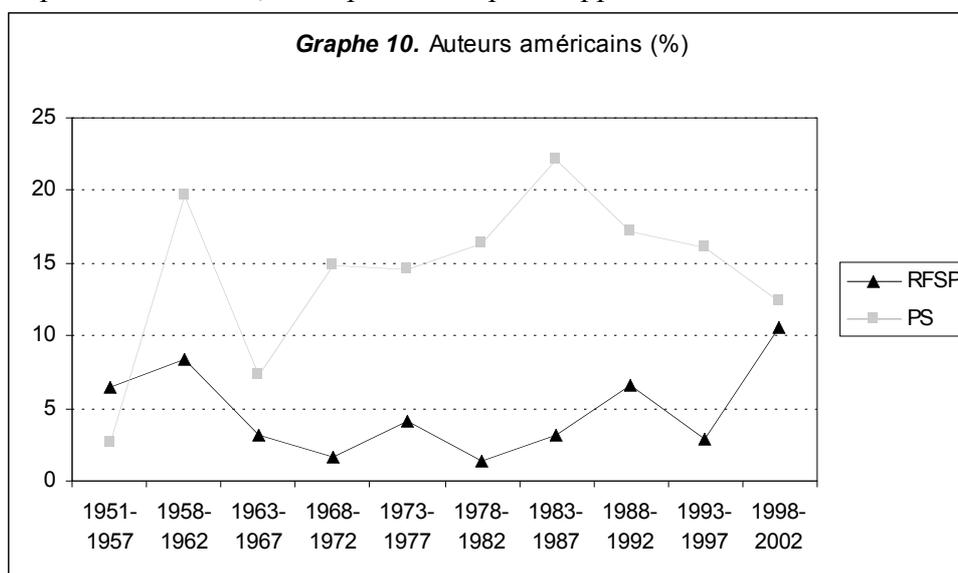
similaire, à l'exception notable du début des années 1970, où la proportion d'articles consacrés à des pays étrangers dans la RFSP est très supérieure à celle de PS. Cet écart est à mettre au compte d'une particularité de la science politique française : le CERI est en effet, à l'époque, largement composé de spécialistes d'aires géographiques particulières (P. Favre, entretien, 5 mai 2006). La recherche britannique ne s'étant pas structurée de la même façon (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006), les courbes ont logiquement convergé à nouveau à la suite du retrait progressif des auteurs du CERI du giron de la RFSP. Toujours du point de vue du contenu des articles, il est significatif de constater que l'usage de comparaisons internationales reste – malgré une augmentation sur la période récente – relativement marginal²¹, et ce dans les deux revues (Graphe 8).



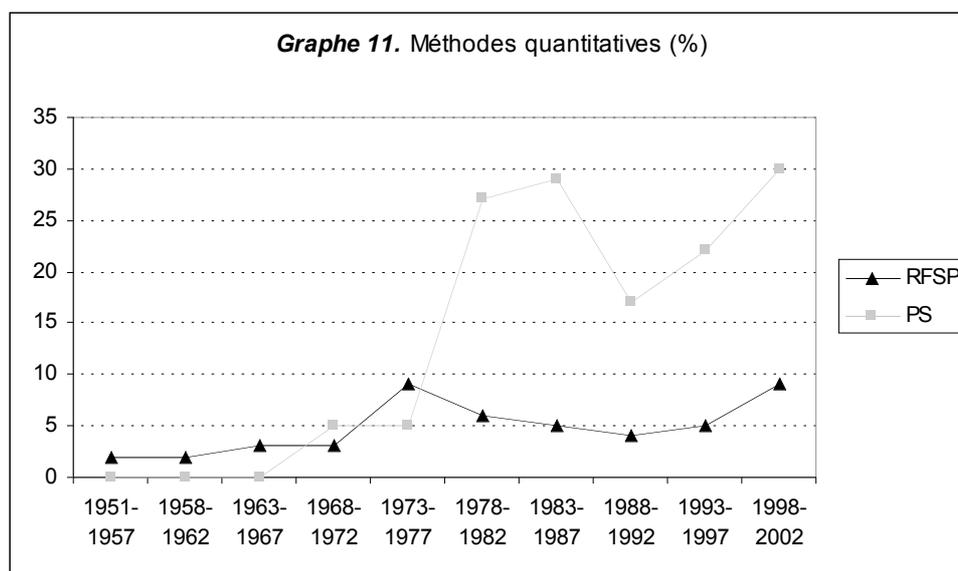
Sur le plan des auteurs, les données montrent une densité plus forte d'auteurs étrangers dans PS que dans la RFSP, à l'exception des cinq premières et dernières années de notre corpus (Graphe 9). L'explication est bien sûr avant tout linguistique. Mais en dépit de la domination de l'anglais sur les échanges scientifiques internationaux (Gingras, 2002 : 38), les évolutions récentes indiquent une nette ouverture de la science politique française. Ouverture qui ne se produit pas seulement au niveau purement quantitatif des auteurs : selon nos interlocuteurs (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006) et l'enquête – malheureusement un peu datée – de Jan Laponce (1980 : 410-11), l'internationalisation des références est également sensible.



Au-delà du « degré » d'internationalisation, une question de « nature » se pose : il n'est pas acquis que sciences politiques française et britannique s'ouvrent aux mêmes auteurs et aux mêmes influences. C'est au cas particulier des Etats-Unis, auquel toutes sortes de prénotions sont associées, que l'on pense ici. L'un de ces préjugés voudrait que, par analogie avec d'autres domaines, la science politique britannique soit particulièrement proche de son homologue américaine. Mais l'influence est loin d'être aussi évidente empiriquement que l'on tendrait à l'estimer spontanément. Si la présence d'auteurs américains est significativement plus forte dans PS que dans la RFSP sur la quasi-totalité de la période étudiée (Graphe 10), cette présence ne traduit pas nécessairement, de l'avis des directeurs successifs de *Political Studies*, une influence plus forte. De leur point de vue, la majorité des articles « américains » reçus par la revue ne sont en effet pas représentatifs des tendances dominantes Outre-Atlantique. Dans cette hypothèse, leur envoi à PS plutôt qu'à une revue américaine tiendrait précisément au fait qu'ils n'embrassent pas les standards paradigmatiques et méthodologiques dominants (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006 ; M. Moran, entretien, 22 mai 2006). Le propos semble corroboré par la relative faible présence des méthodes statistiques – chères au béhaviorisme, puis au choix rationnel – dans *Political Studies*. Leur proportion est certes nettement plus élevée que dans la RFSP à partir des années 1980, mais elle ne franchit malgré tout la barre des 30 % que très récemment (Graphe 11)²². Ces remarques confirment la réticence d'une partie de la science politique britannique, incarnée par la PSA, à suivre de trop près les orientations « américaines ». Le leadership d'une revue comme le BJPS, ouvertement « pro-américaine », est cependant là pour rappeler l'existence d'autres tendances.

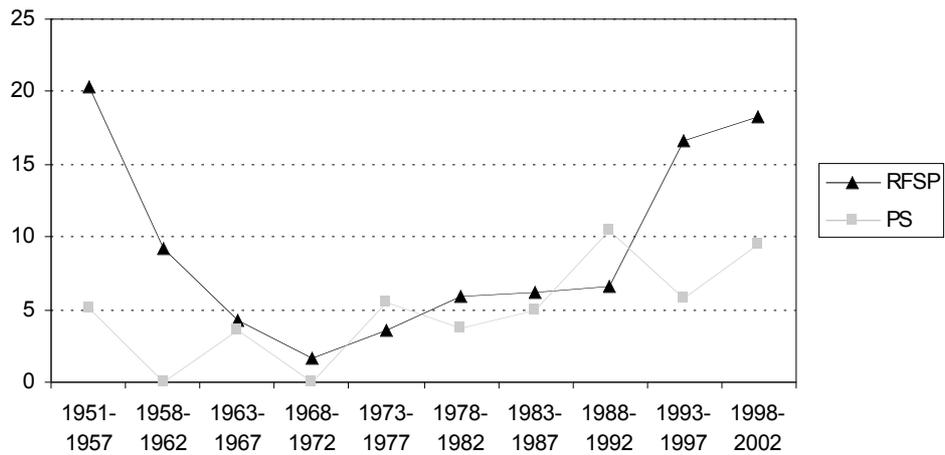


Une seconde prénotion pose la science politique française comme extrêmement rétive à suivre les standards de son homologue américaine. Celle-ci semble plus solide empiriquement que la précédente : peu d'auteurs américains publient dans la RFSP (Graphe 10), et les méthodes quantitatives y restent très largement absentes (Graphe 11). Le récent sursaut de la proportion d'auteurs américains (Graphe 10) et des références et plus en plus fréquentes à la littérature anglo-saxonne (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006 ; Laponce, 1980 : 410) révèlent néanmoins une ouverture progressive.

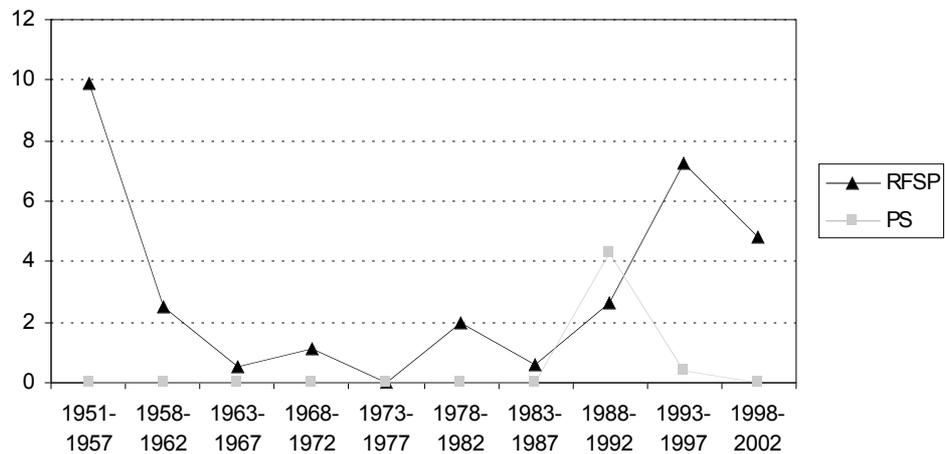


Outre le pôle américain, les données indiquent une ouverture des deux revues vers les politistes européens (Graphe 12). L'augmentation de leur part au cours des trente dernières années doit être mise en relation avec le regain d'intérêt pour l'Europe en tant qu'objet d'étude – déjà mentionné plus haut – et avec l'institutionnalisation progressive d'une science politique européenne, autour de l'ECPR. Ce phénomène d'« européanisation » ne doit cependant pas être idéalisé. Dans l'hypothèse d'une science politique européenne uniforme, des liens devraient en effet exister entre sciences politiques britannique et française. Et il est, sur la base des données disponibles, permis de douter de la présence de tels ponts : PS n'a pour ainsi dire jamais publié d'auteurs français, et les britanniques ne sont guère plus nombreux dans la *Revue Française* (Graphe 13) ; environ 4 % des articles publiés dans les deux revues ont été consacrés à l'Outre-manche sur l'ensemble des 50 années étudiées – dont une très faible proportion pour la période récente (Graphe 14) ; les deux communautés « s'ignorent mutuellement » (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006) au point que les directeurs de PS Patrick Dunleavy et Paul Kelly n'incluent pas le monde francophone dans leur politique d'ouverture de la revue au reste du monde (P.J. Kelly, entretien, 24 mai 2006). Si les tentatives récentes pour réactiver le partenariat Paris – Oxford permettent de douter que ces constats soient symptomatiques d'une ignorance totale (S. Duchesne, entretien, 23 juin 2006 ; P. Le Galès, entretien, 11 juillet 2006), l'existence d'un pôle « européen » de science politique est donc nettement sujette à caution.

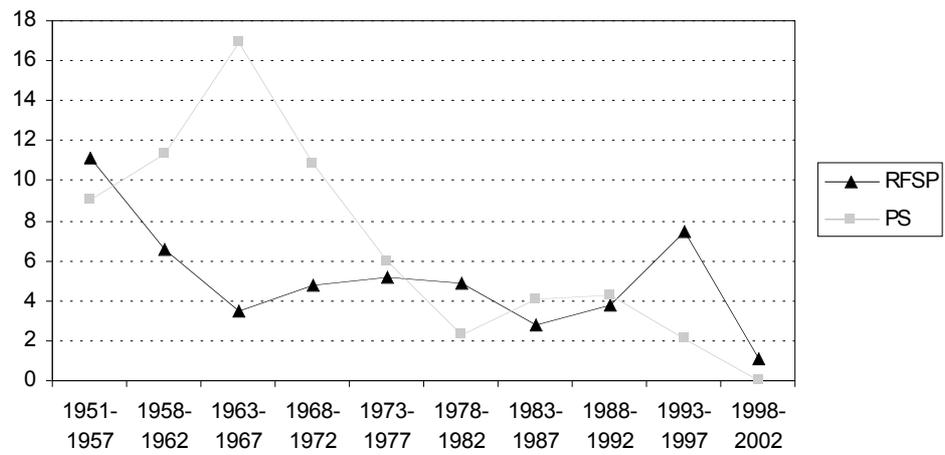
Grappe 12. Auteurs européens (%)



Grappe 13. Auteurs britanniques dans la RFSP, français dans PS (%)



Grappe 14. Articles portant sur l'autre rive de la Manche (%)



Conclusions

La combinaison de données quantitatives et qualitatives dans le cadre comparatif des « trois phases » permet donc de dégager plusieurs des dynamiques qui traversent les sciences politiques française et britannique. Derrière les points communs, les différences sont frappantes. Au cours de la première phase se construisent ainsi deux fortes traditions nationales : une dynamique d'autonomisation et de professionnalisation est bien à l'œuvre dans les deux pays – les « extra-académiques » comme les « extra-disciplinaires » sont de moins en présents parmi les auteurs – mais le rythme est différent, et l'émancipation ne se fait pas vis-à-vis des mêmes disciplines – droit, sociologie et géographie en France, histoire et philosophie au Royaume-Uni. Au cours de la seconde phase, les antagonismes existants se renforcent, et de nouvelles divergences voient le jour : que ce soit au niveau institutionnel ou intellectuel, la science politique britannique devient de plus en plus fragmentée, avec l'autonomisation partielle de plusieurs sous-disciplines et la dissémination des départements de science politique aux quatre coins du pays ; par contraste, la discipline française reste longtemps centralisée autour d'un noyau dur géographique – Paris – et intellectuel – la sociologie politique. Avec des différences si profondément ancrées, il n'est guère étonnant de constater que les deux communautés se méconnaissent. L'internationalisation propre à la troisième phase peut peut-être, par la volonté d'uniformisation qui lui est associée, aplanir les divergences. Mais les données disponibles sont encore trop ambiguës, et la dynamique d'ouverture sans doute encore trop jeune, pour que l'on puisse estimer son impact.

Il faut noter, pour conclure, que ces conclusions restent préliminaires. Comprendre les tendances qui traversent deux revues nécessite en effet d'intégrer des éléments de contexte institutionnel, éditorial ou encore intellectuel que l'on ne peut qu'esquisser dans le cadre de cet article. Dégager les traditions – au sens de Bevir et Rhodes (1998 : 98) – en compétition dans les sciences politiques française et britannique est une condition à l'exhaustivité comme à la scientificité de l'étude de ces champs.

Remerciements

Nous tenons à remercier Pierre Sadran, Jean-Luc Parodi, Michael Moran, Patrick Le Galès, Jean Leca, Paul Kelly, Jack Hayward, Pierre Favre, Sophie Duchesne, Michael Bruter et Loïc Blondiaux pour leur aide et leurs commentaires. Nous restons néanmoins seul responsable des données et de leur interprétation.

Notes

¹ Cette contribution est en partie basée sur une publication antérieure (Boncourt, 2007b) qui repose elle-même sur notre mémoire de Master II, soutenu en septembre 2006 à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.

² Ce n'est pas la première fois que des revues d'Associations sont utilisées comme « vitrine[s] publique[s] » (Gottraux *et al.*, 2000 : 365) de ces dernières, et de la discipline en général : l'*American Political Science Review* (APSR) et l'*Annuaire Suisse de Science Politique* (ASSP) ont tous deux été utilisés dans ce sens, respectivement par Ruget (2000 : 309-315, 389-393) et Gottraux, Schorderet et Voutat (2000).

³ Jack Hayward, Michael Moran et Paul Kelly ont respectivement dirigé PS de 1987 à 1993, de 1993 à 1999, et de 1999 à 2005. Jean-Luc Parodi est l'actuel directeur de la RFSP.

⁴ L'usage même de ces concepts est un parti pris théorique. Dans leur étude des rapports entre sciences politiques britannique et américaine, Adcock, Bevir et Stimson définissent en effet deux approches possibles pour l'étude du développement historique d'une discipline. La « perspective naturalisante », stigmatisée par les auteurs comme téléologique, consiste à reconstruire rétrospectivement l'histoire de la discipline comme un processus continu (d'autonomisation, de professionnalisation, d'affirmation théorique, etc.), avec pour point de référence et d'aboutissement sa situation actuelle. L'« historicisme radical », qui a leur faveur, s'efforce au contraire de reconstituer les contextes dans lesquels se développe la discipline, et voit les évolutions de cette dernière comme le produit de l'affrontement de « traditions » intellectuelles rivales (Adcock *et al.*, 2007 : 3). Face à ces deux pôles – l'un internaliste, l'autre externaliste (Bevir, 2001 : 486) – notre posture se veut médiane. Nous ferons ainsi usage de concepts

« dynamiques » qui, malgré leurs défauts, restent de notre point de vue heuristiques pour aborder un demi-siècle d'histoire de façon synthétique et sont, en outre, dominants dans la littérature. Conscients des biais dont ils sont porteurs, nous nous efforcerons cependant d'atténuer leur dimension téléologique en resituant les évolutions dans leurs contextes et, particulièrement, en prenant en compte la pluralité de facteurs capables d'influer sur le contenu des revues étudiées.

⁵ La bataille terminologique qui se noue autour du nom de l'association britannique est à ce titre emblématique. Deux clans s'opposent pour donner, au-delà d'un nom, une orientation à l'association. Le premier, autour de Harold Laski (LSE), plaide pour une *Political Science Association* ambitieuse, forte et autonome. Le second, emmené par G.D.H. Cole (Oxford), est partisan d'une *Political Studies Association*, subordonnée aux autres disciplines. La victoire de la mention « Studies » illustre la persistance de luttes pour la légitimité d'une science politique dans le champ intellectuel britannique (Barry, 1999 : 433-4 ; Chester, 1975 : 152-4 ; Hayward, 1991b : 311-2 ; 1999 : 20).

⁶ Différentes raisons pourraient être évoquées pour expliquer le relatif manque de travaux sur les deuxième et troisième phases. Peut-être s'agit-il d'une « réflexe de prudence élémentaire », comme si « un écart d'une ou deux générations était nécessaire pour qu'une généalogie s'élabore » (Blondiaux, 2002 : 50). Ou peut-être cela tient-il à un enfermement de l'histoire de la science politique dans les concepts d'autonomisation ou de professionnalisation, qui l'empêcherait de prendre en compte d'autres formes d'évolution (Bevir, 2001).

⁷ On renverra par exemple aux travaux de Billordo (2005 : 3), Gottraux *et al.* (2000 : 301) et Hix (2004 : 299).

⁸ Chaque auteur a été dénombré x fois pour x articles signés.

⁹ Cette catégorisation a, bien sûr, ses limites : les catégories, malgré une construction prudente, conservent une nette dimension arbitraire et ne font pas sens de la même façon pour des politistes français et britanniques (Collini, 2001 : 282 ; Dobry, 2003 : 45-6). Elles peuvent, de plus, introduire une dimension téléologique (Collini, 1988 : 389-91 ; Collini *et al.*, 1983 : 4) en entraînant le regroupement, sous une catégorie unique, d'articles écrits à 50 ans d'intervalle. Cela est en particulier vrai de la catégorie « sociologie politique », dont la définition a considérablement varié selon les époques. Si la catégorisation reste le seul moyen de rendre un tant soit peu systématiques des données autrement inexploitable, l'ensemble de ces remarques incite à la prudence dans nos interprétations.

¹⁰ Ont été catégorisés « quantitatifs » tous les articles faisant usage de méthodes statistiques. Le critère, certes simpliste, a d'après nous le mérite de laisser peu de place à l'ambiguïté. Par ailleurs, les articles de philosophie et pensée politique ont été exclus de l'échantillon pour l'étude des méthodes.

¹¹ Si l'on choisit de regrouper les données par périodes de cinq ans, c'est, comme d'autres avant nous, par soucis d'éviter l'erreur de mesure. Comme souligné par Hix (2004 : 296), le découpage année par année nous donnerait un nombre trop limité de cas pour chaque période, et engendrerait donc un degré élevé d'erreurs. Pour « corriger » le décalage entre les deux revues – la RFSP et PS étant respectivement créées en 1951 et 1953 – la première période dure de 1951 à 1957.

¹² L'expression est empruntée à Emile Boutmy (cité dans Descoings, 2007 : 38).

¹³ Il nous paraît plus pertinent, dans la mesure où nous utilisons ces données comme miroir d'une communauté nationale, d'exclure les 7 auteurs étrangers qui ont publié dans le premier volume de la RFSP. De même, la prise en compte des 5 auteurs extérieurs au monde académique ne présente pas grand intérêt ici. L'origine disciplinaire des deux derniers auteurs n'a pu être retracée (Raymond Fusilier et Maurice Sorre).

¹⁴ Nous n'avons pu retrouver la trace de quatre des auteurs (D.N. Chester, J.M. Brown, H. Street et Neil Elder). Le quinzième auteur, Peter Campbell, n'est mentionné dans aucune des catégories : titulaire d'un diplôme « PPE » (Philosophy, Politics and Economics) de l'université d'Oxford, sa formation pluridisciplinaire est difficile à classer (J.E.S. Hayward, 2006, entretien).

¹⁵ Ces deux derniers points ayant malheureusement été impossibles à systématiser, par manque de données.

¹⁶ Les deux rubriques paraissent en parfaite alternance de 1964 à 1967 : les numéros 1, 3 et 5 de chaque volume sont alors consacrés aux forces politiques, et les numéros 2, 4 et 6 aux conflits internationaux. La rubrique du CEVIPOF conserve la même fréquence de publication jusqu'à la fin de l'année 1967, puis s'essouffle avant de disparaître pour de bon en 1974. Celle du CERI garde le rythme jusqu'en 1972, avant de ralentir et de connaître elle aussi sa dernière parution en 1974.

¹⁷ A l'exclusion du pays « domicile » de la revue étudiée.

¹⁸ La BISA compte, en 1999, 900 membres, dont seulement une centaine est également part des 1,100 membres de la PSA (Barry, 1999 : 427). Ces chiffres montrent bien le degré d'indépendance au reste de la science politique dont jouissent les relations internationales britanniques (J.E.S. Hayward, entretien, 18 mai 2006).

¹⁹ « La spécialisation au sein d'une discipline est, en grossissant le trait, l'élaboration et l'extension d'un corps commun d'idées à différents aspects du sujet. [...] Par contraste, la fragmentation peut être définie comme ce qui se produit lorsque les tendances centrifuges inhérentes à la spécialisation ne sont pas contenues par l'attraction gravitationnelle du noyau central. En changeant la métaphore, on peut dire que la spécialisation implique que tous les membres de la discipline aient en tête une même carte des relations entre les différents domaines alors que, dans une discipline fragmentée, il existe une multitude de cartes qui placent chacune une localité différente en leur centre, et l'entourent de *terra incognita* » (Barry, 1999 : 447, notre traduction).

²⁰ Aboutissement du processus, un projet de traduction de la RFSP en anglais est en cours de réalisation (J.-L. Parodi, entretien, 21 juin 2006).

²¹ A titre de comparaison, 37 % des articles publiés dans le *European Journal of Political Research* (EJPR) entre 1973 et 2002 reposent sur une comparaison, contre 11 % pour PS et 6 % pour la RFSP sur la même période (Boncourt, 2007a).

²² Toujours à titre de comparaison, 55 % des articles publiés dans l'EJPR entre 1973 et 2002 font usage de méthodes statistiques, contre 22 % pour PS et 6 % pour la RFSP sur la même période (Boncourt, 2007a).

Bibliographie

- Adcock, R., Bevir, M. et Stimson, S. C. (2007), « A history of political science: How? What? Why? » in R. Adcock, M. Bevir et S. C. Stimson (eds.), *Modern political science: Anglo-American exchanges since 1880*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, pp. 1-17.
- Barry, B. (1999), « The study of politics as a vocation » in J. E. S. Hayward, B. Barry et A. Brown (eds.), *The British study of politics in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, pp. 425-468.
- Bevir, M. (2001), « Prisoners of professionalism: on the construction and responsibility of political studies. A review article », *Public Administration*, vol. 79, no. 2, pp. 469-489.
- Bevir, M. et Rhodes, R. A. W. (1998), « Narratives of 'Thatcherism' », *West European Politics*, vol. 21, no. 1, pp. 97-119.
- Billordo, L. (2005), « Publishing in French political science journals: an inventory of methods and sub-fields », *French Politics*, vol. 3, no. 2, pp. 178-186.
- Blondiaux, L. (2002), « Pour une histoire sociale de la science politique » in Y. Deloye et B. Voutat (eds.), *Faire de la science politique*, Paris, Belin, pp. 45-63.
- Blondiaux, L. et Deloye, Y. (2007), « L'état de la science politique en France », *Lettre de l'Observatoire des métiers de la science politique*, vol. 4, 1-15.
- Blondiaux, L. et Veitl, P. (1999), « La carrière symbolique d'un père fondateur : André Siegfried et la science politique française après 1945 », *Genèses : sciences sociales et histoire*, no. 37, pp. 4-26.
- Boncourt, T. (2007a), « Is European political science different from European political sciences? A comparative study of the *European Journal of Political Research*, *Political Studies* and *Revue Française de Science Politique* 1973- 2002 », epsNet plenary conference, Ljubljana, 22 juin 2007.
- Boncourt, T. (2007b), « The evolution of political science in France and Britain: a comparative study of two political science journals », *European Political Science*, vol. 6, no. 3, pp. 276-294.
- Budge, I. (2006), « Jean Blondel and the development of European political science », *European Political Science*, vol. 5, no. 3, pp. 315-327.
- Charle, C. (1991), « Savoir durer : la nationalisation de l'Ecole libre des sciences politiques », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 86-87, pp. 99-105.
- Chester, N. (1975), « Political studies in Britain: recollections and comments », *Political Studies*, vol. 23, no. 2-3, pp. 151-164.
- Clark, T. N. (1972), « Les étapes de l'institutionnalisation scientifique », *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 24, no. 4, pp. 699-713.
- Collini, S. (1988), « "Discipline history" and "intellectual history": reflexions on the historiography of the social sciences in Britain and France », *Revue de Synthèse*, vol. 4, no. 3-4, pp. 387-399.
- Collini, S. (2001), « Postscript: disciplines, canons and publics: the history of 'the history of political thought' in comparative perspective » in D. Castiglione et I. Hampsher-Monk (eds.), *The history of political thought in national context*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 280-302.
- Collini, S., Winch, D. et Burrow, J. (1983), *That noble science of politics: a study in the nineteenth century intellectual history*, Cambridge, Cambridge University Press, 385 p.
- Damamme, D. (1987), « Genèse sociale d'une institution scolaire : l'Ecole libre des sciences politiques », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, no. 70, pp. 31-46.
- Descoings, R. (2007), *Sciences Po : de La Courneuve à Shanghai*, Paris, Presses de Sciences Po, 502 p.
- Dobry, M. (2003), « La thèse immunitaire face aux fascismes. Pour une critique de la logique classificatoire » in M. Dobry, *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, pp. 17-67.
- Favre, P. (1981a), « La science politique en France depuis 1945 », *International Political Science Review*, vol. 2, no. 1, pp. 95-120.
- Favre, P. (1981b), « Les sciences d'Etat entre déterminisme et libéralisme : Emile Boutmy (1835-1906) et la création de l'Ecole libre des sciences politiques », *Revue Française de Sociologie*, vol. 22, no. 3, pp. 429-465.
- Favre, P. (1985), « Histoire de la science politique » in J. Leca et M. Grawitz (eds.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, pp. 3-45.
- Favre, P. (1989), *Naissances de la science politique en France 1870-1914*, Paris, Fayard, 331 p.

- Favre, P. (1996), « France » in J.-L. Quermonne (ed.), *Political science in Europe: education, cooperation, prospects. Report on the state of the discipline in Europe*, Paris, Thematic Network of Political Science, pp. 211-253.
- Gingras, Y. (2002), « Les formes spécifiques de l'internationalité du champ scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. no. 141-142, pp. 31-45.
- Gottraux, P., Schorderet, P.-A. et Voutat, B. (2000), *La science politique en Suisse : genèse, émergence et perspectives d'une discipline scientifique*, Lausanne, Réalités Sociales, 423 p.
- Groom, A. J. R. (2005), « International relations in France: a view from across the Channel », *European Political Science*, vol. 4, no. 2, pp. 164-174.
- Hayward, J. E. S. (1991a), « Cultural and contextual constraints upon the development of political science in Great Britain » in D. Easton, J. Gunnell et L. Graziano (eds.), *The development of political science: a comparative survey*, London, Routledge, pp. 93-107.
- Hayward, J. E. S. (1991b), « Political science in Britain », *European Journal of Political Research*, vol. 20, no. 3-4, pp. 301-322.
- Hayward, J. E. S. (1999), « British approaches to politics: the dawn of a self-depreciating discipline » in J. E. S. Hayward, B. Barry et A. Brown (eds.), *The British study of politics in the twentieth century*, Oxford, Oxford University Press, pp. 1-36.
- Hix, S. (2004), « A global ranking of political science departments », *Political Studies Review*, vol. 2, pp. 293-313.
- Laponce, J. (1980), « Political science: an import-export analysis of journals and footnotes », *Political Studies*, vol. 28, no. 3, pp. 401-419.
- Leca, J. (1982), « La science politique dans le champ intellectuel français », *Revue Française de Science Politique*, vol. 33, no. 4-5, pp. 653-678.
- Leca, J. (1991), « French political science and its 'subfields': some reflexions on the intellectual organisation of the discipline in relation to its historical and social situation » in D. Easton, J. Gunnell et L. Graziano (eds.), *The development of political science: a comparative survey*, London, Routledge, pp. 147-186.
- Legavre, J.-B. (2004), « Les attractions de la sociologie » in E. Darras et O. Philippe (ed.), *La science politique une et multiple*, Paris, L'Harmattan, pp. 155-179.
- Lengyel, P. (1967), « Introduction », *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 19, no. 2, pp. 157-176.
- McRae, D. (1967), « Royaume-Uni », *Revue Internationale des sciences sociales*, vol. 19, no. 2, pp. 267-277.
- Millet, M. (2001), « L'autonomisation d'une discipline. La création de l'agrégation de science politique en 1971 », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, no. 4, pp. 95-116.
- Schulte Fishedick, K. et Shinn, T. (1993), « The international phylogeographical excursions (IPE), 1911-1923: intellectual convergence in vegetation science » in E. Crawford, T. Shinn et S. Sörlin (eds.), *Denationalizing science. The contexts of international scientific practice*, Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, pp. 107-131.
- Stein, M. B. (1995), « Major factors in the emergence of political science in Western democracies: a comparative analysis of the United States, Britain, France, and Germany » in D. Easton, J. Gunnell et M. B. Stein (eds.), *Regime and discipline: democracy and the development of political science*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, pp. 165-195.

L'auteur

Thibaud Boncourt est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, promotion 2006. Il travaille actuellement à la réalisation d'une thèse de doctorat sur l'internationalisation de la science politique – toujours sur la base d'une comparaison franco-britannique – au SPIRIT.